



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA LOIRE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA
PROTECTION DES POPULATIONS
Service environnement et prévention des risques
Immeuble "Le Continental"
10 rue Claudius Buard CS 40272
42014 SAINT ETIENNE CEDEX 2

ARRETE N° 22/2011/DDPP
portant mise en demeure

Le préfet de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2001 réglementant les activités exercées par la S.A.S. DURALEX INTERNATIONAL FRANCE sur le territoire de la commune de RIVE DE GIER, 2 rue Joseph Hémain ;

VU le jugement du Tribunal de commerce d'Orléans du 25 avril 2008 déclarant la liquidation judiciaire de la société DURALEX INTERNATIONAL FRANCE, et nommant Maître JOUSSET en qualité de liquidateur ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 mai 2010 imposant à Maître JOUSSET la réalisation d'un dossier d'institution de servitudes d'utilité publique (article 3.3) ;

VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 23 mai 2011 constatant que le liquidateur n'a pas satisfait, dans les délais impartis, les prescriptions de l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2010 susvisé ;

CONSIDERANT que les prescriptions applicables à l'installation susvisée ne sont pas respectées et qu'il y a donc lieu de mettre en demeure l'exploitant de les satisfaire afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ; ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire,

ARRETE

ARTICLE 1er : Maître JOUSSET, liquidateur de la S.A.S. DURALEX INTERNATIONAL FRANCE, qui exploitait les installations sises sur le territoire de la commune de RIVE DE GIER, 2 rue Joseph Hémain, est mis en demeure, sous un délai de deux mois, de respecter l'article 3.3 de l'arrêté du 25 mai 2010 susvisé, relatif à la constitution d'un dossier permettant l'institution de servitudes d'utilité publique.

ARTICLE 2 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement susvisé.

ARTICLE 3 : En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

2
S5
enregistrer au bllae
de n° de ARRD
ok GFC
29/06/2011

ARTICLE 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, chargé de l'Inspection des Installations Classées et Monsieur le maire de RIVE DE GIER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le

15 JUIN 2011

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Patrick FERN

copie adressée à :

- Maître Jean-Paul JOUSSET
- 2 rue Adolphe Crespin
45000 ORLEANS

- Monsieur le maire de RIVE DE GIER

- M. l'Inspecteur des installations classées, DREAL Loire

- Archives

- Chrono